

## **2008-2014, ceux que la crise a transformés, ceux qu'elle a plombés : voilà à quoi ressemblent aujourd'hui les 6 premières économies du monde**

### **Le Royaume-Uni**

**Pierre-François Gouiffès** : L'économie britannique avait été violemment frappée par la récession en 2008-2009. La croissance était encore faible en 2012 (+0,3% de croissance en volume) mais elle s'est renforcée en 2013 (+1,7%) et encore plus en 2014 (+3%), très au-dessus des standards d'Europe continentale. Toutefois, les bonnes performances récentes n'empêchent pas que le Royaume-Uni soit seulement à +2,9% par rapport à la situation d'avant-crise. Les dernières projections font apparaître à terme un léger ralentissement dans les années à venir.

Le taux de chômage était pour sa part passé de 5 à 8% de la population active entre 2008 et 2009. Il est depuis 2012 – grand élément de fierté pour l'équipe gouvernementale en place – quasiment revenu à son niveau d'avant crise, autour de 6%. Cette forte réduction du chômage est à mettre en regard de la faible évolution (voire de la baisse) des salaires réels et de la faiblesse de la hausse de la productivité du travail.

La politique économique a été fortement transformée pendant la crise. La politique monétaire est passée en mode « *quantitative easing* » de façon très importante : ainsi le total de bilan de la Banque d'Angleterre est passé de 60 milliards de livres à 400 milliards, avec notamment un programme significatif de rachats de titres publics. Le choc de 2008 avait très fortement creusé le déficit (11% en 2009) qui reste encore aujourd'hui supérieur au déficit français (-4,8%), d'où une augmentation très forte de la dette publique qui a quasiment doublé depuis 2008. Le gouvernement Cameron met en œuvre depuis son arrivée au pouvoir un programme budgétaire basé sur la maîtrise des dépenses publiques : baisse de 2 points, avec des mesures symboliques lourdes comme le plafonnement global des dépenses sociales. Le Royaume-Uni a ainsi pu garder son triple A auprès de Standard & Poors.

Les moteurs de la croissance actuelle, remarquable au regard des standards français, sont portés par l'investissement privé et la consommation privée.

Un point d'attention particulier sur l'économie britannique concerne son secteur immobilier où l'on constate une hausse importante du prix des actifs dans certaines zones géographiques (+32% de hausse par rapport aux prix d'avant-crise à Londres selon le FMI). Cette situation semble particulièrement favorisée par les taux d'intérêt et beaucoup d'économistes s'interrogent sur le risque de bulle immobilière liée à cette situation.

Au Royaume-Uni, il y a toujours un regard particulier sur le secteur financier dont un rapport récent de la Banque d'Angleterre a récemment indiqué qu'il représentait 5.000 milliards de livres soit 450% du PIB britannique. Mais le poids du secteur financier dans la valeur ajoutée a reculé depuis 2008, passant de 14% à 12% du total.

La situation britannique, qui apparaît enviable sur le front de la croissance et de l'emploi au regard par exemple de la situation française (700.000 emplois créés en 2014), n'exclut toutefois pas différents points de préoccupations ; l'enjeu de la compétitivité globale de l'économie, marquée par un déficit récurrent de la balance courante (-4,5% du PIB en 2013), et la faible croissance de la productivité et des salaires, permettant à l'opposition travailliste de mettre en avant les « petits boulots » et la précarisation croissante de la condition salariale.